

# JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.  
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.  
                  }     "     "     14     "     six mois.  
                  }     "     "     7 50   "     trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,  
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez  
MM. LAFFITTE, BULLIER et C<sup>o</sup>, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la  
publication des annonces de MM. HAYAS, LAFFITTE, BULLIER  
et C<sup>o</sup>, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

## ROUBAIX

29 décembre 1863.

Le *Moniteur* vient de publier la lettre du Roi de Portugal adressée à l'Empereur, en réponse à la proposition d'un Congrès. La réponse du Sultan est arrivée hier. C'est l'ambassadeur de la Sublime-Porte qui a eu l'honneur de la remettre personnellement à l'Empereur.

Le général Fleury est de retour à Paris. On assure que son voyage à Copenhague et à Berlin n'avait pas uniquement pour but une simple visite de courtoisie, et malgré le dire de plusieurs journaux, on peut s'attendre à connaître sous peu de temps le résultat des démarches qui ont été faites dans ces deux capitales.

L'Europe constate le progrès que fait chaque jour dans le monde diplomatique l'idée dont le Cabinet des Tuileries a eu la généreuse initiative de chercher en commun un moyen de réaliser la pacification et le désarmement de l'Europe.

Le *Mémorial Diplomatique* donne les renseignements les plus favorables sur la coopération que prêterait l'Autriche et la Prusse au projet d'un Congrès restreint. Le *Pays* dit à ce sujet :

« Nous laissons au *Courrier* comme au *Mémorial Diplomatique* la responsabilité de ces diverses assertions. Mais nous avons lieu de penser qu'elles sont fondées sur des informations exactes.

Il ressort de ces déclarations un fait essentiel, inattendu et très heureux :

La Prusse et l'Autriche se sont décidément mises à l'œuvre pour seconder les efforts conciliants de la France et pour préparer cette entente qui peut seule rendre la sérénité à l'Europe menacée, tourmentée par tant de dangers à la fois.

Nous faisons des vœux énergiques pour qu'il en soit ainsi, pour que cette politique de la Prusse et de l'Autriche soit convaincue, active et sincère.

Il nous semble impossible que leur action, si elle est franchement unie à celle de la France, n'assure pas enfin la réunion d'un Congrès qu'on s'est hâté de dédai-

gner; il nous semble impossible que ces trois grands Etats, si leur entente est aussi vraie que nos vœux sont loyaux, ne décident pas enfin le triomphe de cette politique de la paix qui devrait être aujourd'hui le programme de toute l'Europe. »  
J. REBOUX.

On lit dans le *Moniteur* :

« De récentes publications ont eu pour résultat de jeter de l'inquiétude dans l'esprit des élèves de l'école des Beaux-Arts, au sujet de l'exécution des dispositions prescrites par le décret du 13 novembre.

Le Gouvernement ne peut pas laisser plus longtemps les jeunes gens sous l'influence d'un doute qui pourrait être préjudiciable à l'avenir; et il est de son devoir de déclarer que, en dehors de la mesure transitoire qui a été autorisée par l'Empereur sur la proposition du Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, et qui concerne les conditions d'âge, il ne sera rien changé ni à l'esprit ni aux termes du décret du 13 novembre 1863. »

Le bruit court que les grandes puissances seraient tombées d'accord pour soumettre à leur arbitrage le conflit dano-allemand. Mais il y aurait divergence sur le lieu des conférences. L'Angleterre proposerait Londres, où se sont tenues les conférences de 1852; le gouvernement français demanderait que la question fût soumise au congrès restreint dont il poursuit la réunion.

On lit dans la *France* :

« La dernière circulaire de M. Drouyn de Lhuys a provoqué, en Europe, un mouvement d'opinion qu'il est utile et intéressant de suivre, et qui ne peut rester sans efficacité sur les résolutions des gouvernements.

On a déjà remarqué un revirement significatif dans le langage de la presse anglaise et de la presse allemande. Les mêmes journaux, qui n'avaient accueilli qu'avec réserve, et en la déclarant irréalisable, la pensée grandiose d'un congrès de souverains, se rallient avec empressement aux nouvelles propositions de la France.

C'est ainsi que l'Europe, de Francfort, se demandant si la réunion d'une conférence de ministres serait désirable et si elle pourrait offrir un côté pratique, n'hésite pas à répondre affirmativement. Elle ajoute que son opinion est celle de plusieurs hommes d'Etat considérables de

l'Allemagne. « Il se forme, dit ce journal, dans l'opinion publique si troublée du continent européen, un courant qui tend à entraîner les esprits vers le projet de M. Drouyn de Lhuys. »

La circulaire du 8 décembre n'aurait pas reçu à Berlin un accueil moins favorable. On ne semblait pas douter de l'adhésion de la Prusse au projet de ces conférences ministérielles. — E. Quinzac.

On lit dans le *Temps* :

« Un arrêté de la préfecture du département d'Alger autorise la publication des annonces judiciaires dans les trois journaux de la localité le *Moniteur de l'Algérie*, l'*Akhbar* et le *Courrier de l'Algérie*, laissant aux parties intéressées le choix de ces deux dernières feuilles.

Cette impartialité mérite d'être signalée, et à ce propos nous renouvelons l'expression d'un vœu souvent formulé par nous, c'est que cette bonne et équitable mesure ne soit pas une exception et un privilège algériens. »

Les courriers d'Autriche ne laissent pas de doute sur ce fait que l'agitation ne s'étend seulement pas à la Hongrie, qui souffre du reste d'une si cruelle disette, que les propriétaires sont obligés de tuer leurs bestiaux faute de pouvoir les nourrir, mais également au peuple de Vienne. Bien entendu que les causes du mouvement dans la capitale sont tout entières dues à l'affaire du Schleswig-Holstein et au contre-coup des manifestations libérales de Francfort.

La police a dû empêcher ces jours derniers, à Vienne, un charivari politique, et dans les lieux publics, on s'enflamme beaucoup en paroles dans un langage généralement hostile à M. de Rechberg.

L'attitude pacifique assez ordinaire à la population de Vienne, rend ces symptômes intéressants, quoique évidemment il n'y aurait rien de grave dans cette émotion germanique. Le bruit court d'un voyage de santé de M. Schermling à Venise. La combinaison ministérielle paraît plutôt replâtrée que reconstituée.

On lit dans l'*Europe*, écho français du gouvernement de Vienne à Francfort :

« La solution d'un grand nombre d'esprits d'élite est celle-ci : réunion de la conférence des ministres, réunion qui aura une mission délibérative et dont les procès-verbaux seront publiés après chaque séance, comme on publie les délibérations parlementaires, dans les pays li-

bres, et même dans ceux qui n'ont que l'ombre et l'hypocrisie de la liberté. Sous ces conditions, il faut être aveugle pour ne pas voir que le sentiment général, si ombrageux jusqu'à présent quand il s'agit de projets réels ou supposés du gouvernement de l'Empereur Napoléon, accueille avec une faveur non équivoque le projet d'une conférence de ministres.

### DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Berlin, 28 décembre.  
Le roi est complètement rétabli.  
Le général Fleury a quitté Berlin samedi soir pour retourner à Paris.

Turin, 27 décembre.  
Garibaldi a envoyé sa démission de député.

Le *Diritto* publie un manifeste signé par 22 députés de la gauche, indiquant les motifs qui ont déterminé la majorité de la gauche parlementaire à conserver son mandat et à rester à la Chambre.

L'Italie assure que le manifeste du comité hongrois émane directement de Kossuth. Un comité national a été organisé en Hongrie; il fonctionne sur le même pied que le gouvernement national polonais. Le manifeste en question a été affiché dans toutes les villes de la Hongrie et de la Transylvanie et il a partout produit une immense sensation.

Londres, 28 décembre.  
Le *Times* dit : La sécurité de l'Angleterre dépend de la guerre en Amérique et de la paix en Europe. Pouvons-nous espérer que tout ira exactement comme nous le voudrions? Il y a tant d'intérêts opposés en jeu que la paix ne pourra être maintenue qu'à grand-peine et avec beaucoup de fermeté et de modération.

Francfort, 28 décembre.  
L'Europe dit que le ministre britannique a remis, hier soir, au président de la Diète une note du comte Russell, proposant la réunion d'une conférence pour régler le conflit dano-allemand. Le comte Russell n'indique pas l'endroit où la conférence devrait se réunir.

L'Europe ajoute :  
La Diète tiendra séance, aujourd'hui, pour prendre connaissance de la proposition, mais il serait puéril de croire, malgré les efforts de l'Autriche et de la Prusse, que la Diète voudrait jamais prendre part à une conférence dont les délibérations auraient pour but le traité de Londres. Au lieu de lutter plus longtemps contre le

sentiment national allemand, l'Autriche et la Prusse s'y rallient, car, aujourd'hui, il sera donné lecture à la Diète d'une motion collective de ces deux puissances, relative au Schleswig-Holstein. Les cabinets de Berlin et de Vienne, se référant aux déclarations du 9 juillet, disent que l'existence et les destinées de Schleswig sont liées à celles du Holstein et que le moment est venu de régler ensemble cette question. La première condition serait le retrait de la constitution de novembre.

L'Europe cherche à démontrer, avec des preuves diplomatiques en main, que l'Autriche ne parviendra jamais à faire sortir la solution du conflit dano-allemand d'une conférence autre que celle proposée par la France, et en faveur de laquelle la feuille francfortoise fait valoir de nouveaux arguments.

Hambourg, 28 décembre.  
A Neustadt, Hanstadt et Marne, le duc Frédéric a été proclamé; les autorités se sont abstenues.

450 soldats holsteinois dirigés vers le nord ont refusé à Plœn de continuer leur marche et sont rentrés à Altona.

Les Saxons ont quitté cette ville et les Hanovriens viennent d'y entrer.

La convocation du Rigsraad ne doit avoir lieu qu'en vertu d'un décret royal contresigné par les ministres.

La crise ministérielle continue, le roi n'ayant pas encore définitivement accepté la démission des ministres.

Le *Dagbladet* dit, dans un article de fond : le roi peut encore, mais seulement en accordant l'union du Sleswig et du Holstein, conserver ses sujets allemands, et détourner les dangers qui le menacent du côté de l'Allemagne. Toute autre concession vis-à-vis des parties méridionales de la monarchie resterait sans effet et priverait le roi, du côté des Danois, de la confiance et du dévouement sans lesquels la lutte serait sans aucune chance de succès.

Copenhague, 26 décembre.  
D'après le *Bertlingske Tidende*, le roi aurait donné ordre au vapeur *Sleswig* de se tenir prêt pour le conduire, en Sleswig, après la crise ministérielle.

Copenhague, 28 décembre.  
Le ministre Hall restera probablement. Il a été décidé dans une réunion tenue par les ministres et les hommes du parti du roi, que la suppression de la Constitution de novembre était devenue impossible, depuis que les troupes fédérales avaient laissé s'accomplir la révolution dans le Holstein et permis la proclamation du duc d'Augustenbourg.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX  
DU 30 DÉCEMBRE 1863.

N° 67.

## LE FIDÉICOMMISS

CHAPITRE XLIII

La petite famille de Latorp était à table.  
« Il faut, mon ami, dit la baronne, que notre voisin de Sardo soit malade; car nous n'avons pas entendu parler de lui depuis plusieurs jours !

« Possible ? répondit le major.

« Possible ? Mais tu es par trop indifférent !

« Indifférent ?

« Il me semble que tu pourrais bien lui faire une visite pour avoir de ses nouvelles.

« Non, en vérité, Ebba ! Comment peux-tu parler de visites de politesses, quand les chevaux sont si accablés de charriages ? D'ailleurs, il n'y a pas d'in-

quiétude à concevoir au sujet de notre aimable comte; l'intendant de Rinholm a dit avant-hier qu'il l'avait rencontré sur la route de la ville.

« C'est pourtant bien mal à toi, dit la baronne, grondant un peu, mais toujours la sourire sur les lèvres, de ne jamais parler de rien, à moins qu'on ne te le rappelle par hasard. En vérité, mon ami, tu deviens plus paresseux d'année en année !

« La chose n'était pas d'une si grande importance ! répondit le major, en riant du mécontentement de sa femme. Qu'en dis-tu, Virginie ? Considères-tu comme très important de savoir si le comte est absent ou non ?

« Non, il n'en est pas moins vrai que mon père ne nous raconte jamais ce qu'il apprend.

« Pardon, mesdames — un contre deux, la partie est inégale ! Si cependant je vous apaisais par une véritable nouvelle, une nouvelle de premier ordre ?

« A la bonne heure ! Ce serait tirer la vengeance la plus éclatante de notre accusation. »

La baronne ne dit rien, mais sa physiologie ressemblait énormément à un signe interrogatif.

« L'affaire concerne précisément le comte de Sardo ! reprit le major, et il s'efforça d'accroître la curiosité en prenant un air très important.

« Le comte ? répétèrent-elles toutes deux à la fois.

« Oui, lui-même ! Mais, puisqu'il ne me vient jamais à l'esprit de rien raconter, et que ma paresse augmente d'année en année, je peux fort bien réserver ma nouvelle pour une autre occasion !

« Ne nous tiens pas rancune ! dit vivement la baronne. Je vois que tu as

appris quelque chose d'agréable.

« Je n'en sais rien, sur mon âme ; on peut prendre cela comme on veut. Moi personnellement, sans vouloir faire une comparaison, je considère la chose comme une sorte de morceau de sucre candi que l'on fourre dans la bouche d'un petit enfant qu'on veut se débarrasser de lui.

« Tu as vraiment de singulières comparaisons, mon ami ! Lui aurait-on offert un poste avantageux qui l'oblige à quitter notre voisinage ?

« Oh ! non ; il ne s'agit nullement d'un poste, et je ne crois pas non plus qu'il en désire un. Mais voilà la merveille. » Et le major tira le journal de sa poche et y chercha un article annonçant que le comte Pontus de Melin était nommé maréchal de la cour.

« Maréchal de la cour — eh bien, merci ! dit la baronne avec un sourire de ravissement.

« Ce titre me paraît d'une roideur et d'un ton ! s'écria Virginie. Si nous devons dire à tout propos : « Monsieur le maréchal de la cour », ce sera intolérable.

« Bien parlé, ma fille ! Tu me fais plaisir en t'exprimant ainsi ; car, vois-tu, ton père n'est pas partisan de ces vains hochets qui ne font que coûter de l'argent, sans donner la moindre valeur. Je désire de toute mon âme qu'on fasse, au sein de la Diète, la motion d'abolir tous les titres ; ils ne servent, morbleu ! qu'à exciter l'envie et semer la désunion entre les gens assez fous pour se disputer ces absurdités !

« Mon ami, dit la baronne en rougissant, tu as, en vérité, des opinions singulières. Supprime les titres et les décorations, et tu me diras ensuite comment le roi récompensera les services des hommes

distingués.

« Tu parles, tu parles, comme, comme — comme — une femme ! s'écria le major un peu brusquement ; bientôt il ajouta d'un ton plus doux : mais non pas comme une femme sensée, quoique tu le sois d'ordinaire, ma chère Ebba. Crois-tu donc que le vingtième seulement des hommes qui ont obtenu ces hochets les avaient mérités par leur valeur personnelle, par des preuves de capacité, dans l'exercice de leurs fonctions ou par d'éminentes qualités ? Diabole ! non... les titres et les ordres se vendent aujourd'hui, comme je vendis mon seigneur à marche ; mais avec cette différence essentielle qu'en semant un boisseau de grain j'en récolte dix, tandis que dix décorations ou dix titres ne produisent pas un seul boisseau de grain.

« Jamais de modération ! dit la baronne en souriant. Et d'ailleurs tu as oublié de répondre à ma question : Comment veux-tu que S. M. récompense les services si l'on supprime ces hochets ?

« Personne n'a le droit de compter sur une récompense pour avoir fait son devoir ; et un véritable homme d'honneur se sentira médiocrement flatté de ces marques de faveur, qu'il partage avec... Mais je n'en dirai pas davantage.

« Mon ami, dit la baronne, en posant la main sur le bras de son mari, ton opposition va par trop loin. Que répondrait le colonel s'il vivait encore ? Si l'on voulait l'en croire, on abolirait les titres de comte et de baron, peut-être même toute la noblesse.

« On s'en passerait peut-être bien ! Mais passe-moi les pois. »

Après le dîner, Virginie se mit à travailler avec ardeur, car elle voulait absolument terminer sa pièce de toile ce

soir-là. Son métier était placé dans l'antichambre ; et, en traversant la cour, on apercevait par une fenêtre, dont elle avait oublié de fermer les jalousies, M<sup>lle</sup> Virginie, déployant l'activité d'une agile vachère faisant la litière à ses bestiaux.

« Elle se donnait un tel mouvement qu'elle n'entendait ni le roulement d'une voiture dans la cour, ni les pas du comte, qui lui étaient pourtant bien connus. Naturellement elle ne se douta pas non plus qu'on l'observait par la fenêtre, ni que le comte, après un instant d'hésitation, ouvrit la porte de l'antichambre, au lieu d'entrer au salon.

Si Virginie était déjà rouge, elle devint écarlate lorsqu'elle aperçut et qu'elle songea en même temps à ses manches retroussées, à ses pantoufles, à son cou découvert et à sa robe courte, dont trois agrafes étaient détachées.

« Je devrais souhaiter la bienvenue à monsieur le comte, dit-elle, avec un regard qui trahissait un peu d'humeur ; mais, à dire vrai, je ne le puis en ce moment, après avoir été surprise de cette façon. Mon père disait aujourd'hui au dîner que M. le comte était parti pour la ville.

« J'en suis revenu ce matin, et j'ai voulu me dédommager aussitôt des jours perdus. Cependant, si la liberté que j'ai prise de regarder dans cette pièce vous a déplu, je vous en demande pardon, mademoiselle, mais j'ai été réellement fort surpris de vous voir si diligente ! N'est-ce pas là peut-être un travail un peu pénible pour une jeune dame ? — Je crains que si !

Le ton du comte manifestait une certaine inquiétude ; il paraissait fort mécontent de l'échantillon qu'il avait vu de